

Région



Provence-Alpes-Côte d'Azur

ASSEMBLEE PLENIERE EXTRAORDINAIRE  
du Lundi 14 Septembre 2015

**Intervention de  
Intervention de Pierre Paul LEONELLI**

**Seul le discours prononcé fait foi**

Monsieur le Président,  
Mes Chers Collègues,

Je suis vraisemblablement le seul au sein de cette Assemblée à avoir participé à la réunion d'information des maires, le Samedi 12 Septembre 2015 à la Maison de la Chimie à Paris ; réunion que le gouvernement a imposée à la hâte aux 36 000 communes de France pour l'accueil des réfugiés.

Je suis le seul vraisemblablement à y avoir participé car j'y ai représenté Christian Estrosi et la Ville de Nice.

J'ai attentivement écouté les propos tenus par Madame Anne Hidalgo, maire de Paris, par Monsieur Cazeneuve, Ministre de l'Intérieur ainsi que par Monsieur Manuel Valls, Premier Ministre.

Je n'ai pas eu, à l'écoute de leurs propos, le sentiment qu'il s'agissait d'une réunion où l'on souhaitait connaître l'avis des maires.

J'ai plutôt eu le sentiment qu'il s'agissait d'une grande messe vouée à la communication devant un parterre d'élus soigneusement sélectionné par les socialistes.

Aujourd'hui, Monsieur Vauzelle, vous employez la même méthode.

Sous couvert d'un drame humanitaire vous vous faites un coup de pub à bon marché évoquant le déblocage de fonds européens qui n'existent pas.

Nos concitoyens auraient préféré un engagement partagé et non imposé avec les maires de la Région fondé sur un délai de réaction claire et des engagements concrets.

Au lieu de cela vous nous imposez une délibération farfelue qui dit que notre Région doit faire appel à l'Europe pour financer des engagements qu'elle n'a pas les moyens de s'offrir.

Ces propos, manifestement témoignent à la fois de l'incapacité de ce gouvernement socialiste à faire face à cette crise ainsi que de l'effet d'aubaine dont ces mêmes socialistes comptent bénéficier pour troubler le débat démocratique en cours pour les Elections Régionales.

Vous-même d'ailleurs, Monsieur Vauzelle, en êtes complice par votre détestable façon d'agir sur un dossier qui pourtant devrait rassembler nos concitoyens.

Aujourd'hui tout en feignant de découvrir une situation d'urgence qui pourtant perdure depuis plus de 2 ans, vous vous saisissez d'un sujet afin - une fois de plus - de donner l'impression d'agir.

La réalité, nous la connaissons : depuis 2 ans vous en êtes incapable.

Nous savons hélas que vous êtes coutumier du fait, je tiens d'ailleurs à vous rappeler que vos engagements ainsi que les belles paroles prononcés à la Trinité il n'y a pas si longtemps, à la suite d'intempéries, qui ont gravement touché le département des Alpes Maritimes relèvent en terme de solidarité de l'incantation plutôt que de l'action.

Des 10 millions d'euros généreusement annoncés, quasiment rien n'a été aujourd'hui alloué à ces territoires dévastés.

Quand sera-t-il des 3 millions d'euros pompeusement annoncés aujourd'hui... Sous la condition expresse que notre Région demande au Conseil de l'Europe des reliquats de fonds - que dis-je des centaines de millions d'euros à vous écouter - qui par ailleurs ont été clôturés il y a 2 ans.

Si cela de votre part n'est pas une nouvelle tromperie, en tout cas ça y ressemble fort.

Dans notre Région, tout comme dans toutes les Régions de France nos concitoyens à l'exemple de leurs maires ne sont pas dupes.

36 000 maires invités à peine 600 présents ou représentés à cette réunion gouvernementale sur les réfugiés...

Et encore il faut le dire quasiment tous affiliés à l'Association des Villes dites solidaires dont les élus pointent tous à la rue de Solferino.

Notre groupe des Républicains et Démocrates ne peut cautionner l'utilisation politicienne que vous faites d'un drame humanitaire ; cela pour 2 raisons :

- La première concerne l'amateurisme voire l'incapacité de l'Etat socialiste à gérer cette crise.
- La seconde porte sur votre détestable habitude à tromper nos concitoyens.

#### **SUR L'AMATEURISME DE L'ETAT :**

Nous avons -une fois encore- un Président de la République qui change au gré des turbulences, sans cesse de positions.

Un jour opposé aux quotas, le lendemain il s'y rallie pour plaire à Monsieur Junker, sans doute avant de se renier demain pour vouloir plaire, cette fois, à Madame Merkel qui pour sa part n'y est plus favorable et qui aujourd'hui ferme ses frontières.

Quelle image ce Président donne-t-il aujourd'hui de la crédibilité de la France en Europe ?

Quelle confiance ce Président peut-il donner à nos concitoyens par ailleurs durement touchés par la crise économique que traverse notre Pays ?

Nous avons un Premier Ministre – je l'ai entendu samedi – qui ne sait plus où donner de la tête et qui mélange la question des SDF dans notre Pays avec celle de l'accueil des réfugiés, il a annoncé qu'il réserverait un montant exceptionnel pour les S.D.F.

Tiens donc !

De toute évidence pour l'un tout comme pour l'autre ils ne sont pas en mesure d'apporter de solution. Alors l'Etat se défait sur les collectivités locales, sur les maires, pour faire porter le fardeau d'une politique d'accueil qu'il ne maîtrise ni à Paris ni à Bruxelles.

J'attendais que ceux qui ont pris la parole samedi rassurent les Français en posant la question : qui accueille t'on ?, proposent un calendrier, facilitent les mesures administratives, mettent en place une organisation générale.

Mes chers (es) collègues, ça n'a pas du tout été le cas. Je vous pose la question, comment peuvent-ils être crédibles pour accueillir des réfugiés victimes de la barbarie islamique ?

Nous avons enfin un Ministre de l'Intérieur sérieux, j'en conviens mais qui semble devoir répondre aux commandes politiques de Monsieur Hollande.

1 000 E, parce que cela fait bien en termes de communication par place d'hébergement crée.

11,40 E, par jour d'indemnité pour un réfugié, parce que cela semble acceptable pour un smicard.

Ce pauvre Monsieur Cazeneuve n'a toujours pas compris que le droit d'asile dans ses formes actuelles est inadapté et en danger.

Il n'a toujours pas compris que le droit d'asile doit être réformé. Il vient d'ailleurs de le rappeler en votre présence Monsieur Vauzelle, lors de son passage éclair à Marseille, en fin de semaine dernière.

## **LA POLITIQUE DE MONSIEUR CAZENEUVE C'EST :**

L'impuissance à mettre en place les mesures de contrôles aux frontières et de rétention des migrants. Il a d'ailleurs lui-même avoué dans une émission de grande écoute dimanche matin, qu'il était incapable de pouvoir vérifier s'il y avait parmi les migrants des combattants de l'Etat Islamique et de Daesh infiltrés sur le sol National. Le gouvernement a le devoir, a l'obligation de répondre à cette question qui est une inquiétude légitime partagée par les Français.

## **SUR LA DETESTABLE HABITUDE A TROMPER NOS CONCITOYENS :**

C'est vous Monsieur Vauzelle qui en Région Provence Alpes-Côtes d'Azur êtes mandaté par le gouvernement pour cette besogne.

Et là, nous sommes bien loin des ors et des dorures de la Villa Méditerranée.

Cette coquille vide sur laquelle vous prétendez mettre une politique étrangère de la Région, inaudible de part et d'autre des rives de notre mer intérieure.

J'insiste, le prétendu fond que vous comptez alimenter aujourd'hui ne repose sur aucune réalité.

Réalité financière qui n'a pour seule existence qu'une demande de crédit à l'Europe qui par ailleurs n'existe pas.

Comment peut-on croire sérieusement que les programmes européens 2007-2013 ne sont pas aujourd'hui clôturés, 2 ans après ?

Comment vous prendre au sérieux Monsieur le Président pour n'avoir pas consommé ces crédits... est-ce cela un aveu de mauvaise gestion ?

Réalité juridique absente également car la loi NOTRe – Loi socialiste - que vous venez de voter avec vos amis en première lecture, interdit à la Région de telles délibérations.

Cela s'appelle la clause de « compétences générales » qui est désormais retirée à notre collectivité.

En d'autres termes, notre collectivité n'a grâce à vous aucune compétence, aucun pouvoir pour se saisir de la question de l'accueil des réfugiés.

Il est vrai que dans quelques mois, vous ne serez plus le Président de cette Région et que là vous laissez un bel héritage à votre successeur.

En conclusion, cette délibération nous renvoie aux calandres grecques en ce qui concerne son financement.

Vous n'apportez pas à ce drame humanitaire des réponses concrètes que nous étions en droit d'attendre de votre part, dans le cadre de notre devoir Républicain au service de l'intérêt général et au service de la France.

C'est pourquoi les Elus Républicains et Démocrates ne s'associeront pas à cette mascarade et s'abstiendront sur cette délibération.

Je vous remercie.